

part des matelots qui montent la nouvelle barque ministérielle sont les mêmes, et les nouveaux ne valent pas mieux que les anciens. Quatre sont protestants, et pas un des autres n'oserait se dire catholique. C'est assez dire que la troisième République est en grand danger et court le risque de finir par être submergée. Elle ne vivra qu'à la condition de redevenir chrétienne.

Comment se fait-il que les coupables n'ont pas réussi à étouffer plus longtemps un scandale dont ils tenaient la clef ? C'est que l'heure de la justice de Dieu était sonnée. Il a suffi d'un journal pour soulever l'opinion et la concentrer tout entière sur les opérations ténébreuses de la juiverie. Une fois en mouvement, l'opinion a réclamé les investigations de la justice sur la conduite des administrateurs du Panama, des banquiers, députés, sénateurs et journalistes, accusés d'avoir reçu des pots-de-vin. Après avoir résisté, le gouvernement a cédé. Elle a ensuite demandé une enquête parlementaire, et le gouvernement a résisté encore pour céder une seconde fois. L'enquête accordée, il refusa à la commission les moyens de faire la lumière. Mais on a beau refuser la clef de ce mystère d'iniquités, le fait devient public que 10 millions ont été pris aux actionnaires pour acheter la conscience des législateurs.

Ces 10 millions, c'est un juif allemand qui les a tripotés. D'épouvante il se tue, ou par précaution il est assassiné. De nouveau l'opinion publique vient frapper aux portes du Parlement ; elle réclame l'autopsie. Le gouvernement la refuse. Il se dit empêché par la justice, par la religion juive, par la famille. La famille déclare qu'elle ne s'oppose à rien ; le public, que l'on ne se montre point si respectueux de la conscience chrétienne, et que d'ailleurs le grand rabbin consent ; et enfin, la justice présente les articles du Code et les précédents. Le gouvernement s'obstine, on ne sait trop pourquoi, trébuche contre le cadavre du juif Reinach, et tombe de la manière la plus ignominieuse.

Les deux entreprises auxquelles est attaché le nom de Lesseps, traîné aujourd'hui sur les bancs de la correctionnelle, sont loin d'avoir eu le même succès financier. Le canal de Suez a exigé une mise de fonds de 480,788,480 francs qui valent actuellement 1,635,465,745 francs, soit un bénéfice de plus d'un milliard, tandis que le Panama, qui a englouti près de 1,400 millions, ne vaut plus, tous ses titres réunis, que 169,516,903 francs, soit une perte de un milliard deux cents millions cent-quatre-vingt-quatorze mille deux cent quatre-vingt-deux francs, supportée par une masse de petits propriétaires.